FEWS NET
FAMINE EARLY WARNING SYSTEMS NETWORK

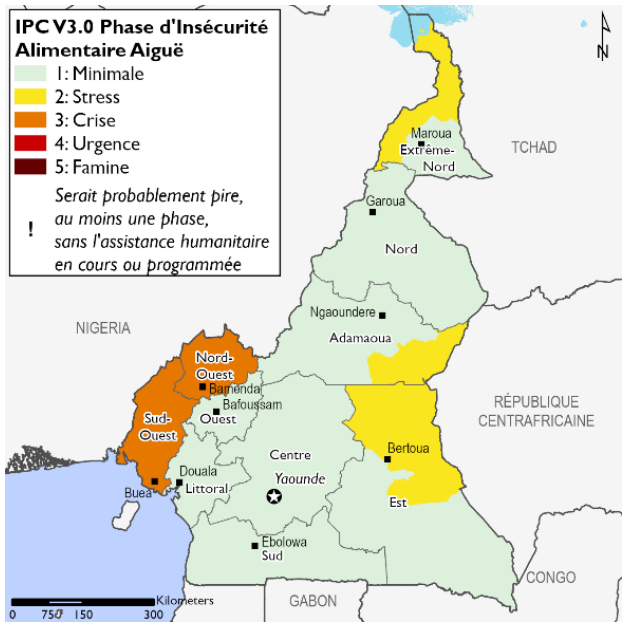
CAMEROUN Perspectives sur la sécurité alimentaire Février à Septembre 2022

La hausse atypique des prix de base limitera l'accès à la nourriture des ménages pauvres pendant la période de soudure

MESSAGES CLÉS

- Au cours des trois derniers mois, les prix des aliments de base ont continuellement augmenté sur la plupart des marchés du pays, de manière significative par rapport à la même période en 2021. Les prix du riz et du blé ont augmenté de 10 à 15 pour cent, l'huile végétale de 15 pour cent et, huile de palme produite localement de 15 pour cent. Ces récentes hausses de prix font suite à une année de hausses de prix continues. Par exemple : à Yaoundé et à Douala, les prix des aliments importés et transformés en 2021 étaient respectivement de 8.2 et 4.1 pour cent plus élevés qu'en 2020, selon l'Institut National de la Statistique (INS). Les hausses de prix sont principalement dues aux coûts d'expédition élevés liés à la pandémie de COVID-19 et aux perturbations liées aux conflits intérieurs. Ces tendances sont également observées dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest.

Sécurité alimentaire courante, Février 2022



Source: *FEWS NET*

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

- Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les ménages pauvres ne peuvent pas acheter suffisamment de nourriture pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base dans un contexte de prix élevés des denrées de base et de faibles revenus. Les résultats de la Crise (Phase 3 de l'IPC) sont attendus jusqu'en Juin, le pic de la période de soudure. À partir de juillet, la plupart des ménages pauvres commenceront à consommer et à vendre leurs propres récoltes, et l'amélioration vers Stress (Phase 2 de l'IPC) se poursuivra probablement jusqu'en septembre. Les exceptions à cela incluent les départements relativement plus précaires et inaccessibles de Momo, Lebialem, Meme, Menchum et Ndian, où une faible production agricole est prévue, et les résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) devraient persister jusqu'en septembre 2022.

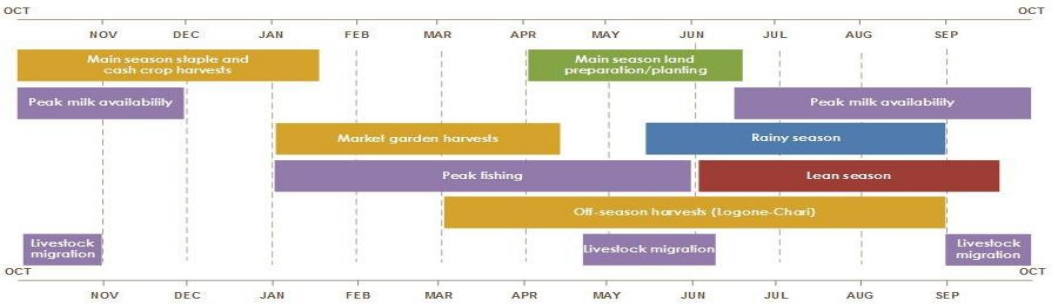
- La population affectée par les insurrections dans les départements du Logone et Chari, du Mayo Sava et du Mayo Tsanaga dans l'Extrême-Nord fait face à des résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) malgré les récoltes hors saison en cours. Les ménages pauvres dans ces endroits dépendent fortement des marchés pour acheter de la nourriture et malgré les récentes restrictions à l'exportation de céréales imposées par le gouvernement, les prix des céréales sont élevés et devraient augmenter. Les résultats de la Crise (Phase 3 de l'IPC) devraient apparaître en mars alors que la dépendance saisonnière au marché augmente encore davantage, et persiste jusqu'en septembre.

FEWS NET Cameroon
cameroon@fews.net
www.fews.net/cameroon

L'activité du FEWS NET est financée par l'USAID. Les points de vue exprimés par les auteurs de la présente publication ne reflètent pas forcément le point de vue de l'Agence américaine pour le développement international ou du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE POUR L'EXTRÊME NORD



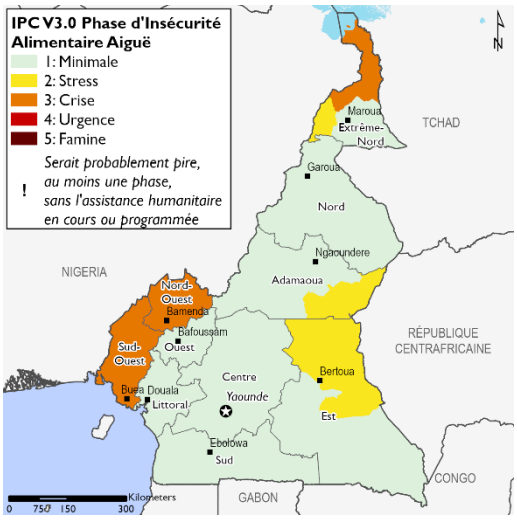
Source: *FEWS NET*

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

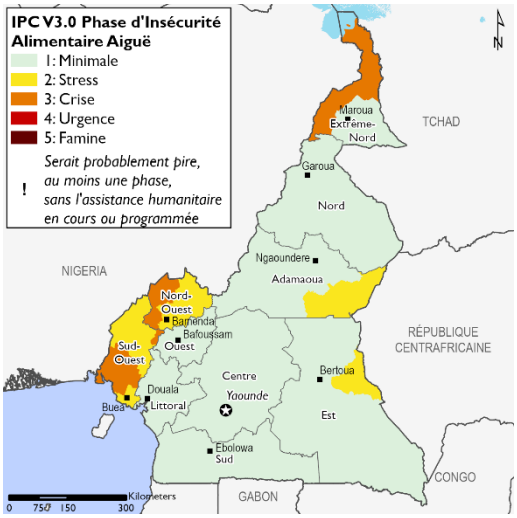
La période actuelle précède le début de la soudure agricole qui s'étend de mars à mai dans les zones à pluviométrie bimodale et unimodale de la zone sud du pays. En revanche, c'est le début des récoltes de contre-saison principalement de sorgho et de maïs dans la zone nord. En 2021, les personnes vivant dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et des départements de Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Logone et Chari ont été confrontées à une insécurité alimentaire aiguë due principalement aux conflits et aux attaques des insurgés. La moitié de l'Extrême-Nord a été touchée par des inondations tandis que les départements du Mayo Sava et du Logone et Chari ont connu de graves déficits pluviométriques en saison principale. Plus de 340 000 réfugiés de la République centrafricaine, situés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua ont également été confrontés à une insécurité alimentaire aiguë en 2021. L'impact de la COVID-19, tant au niveau international que national, a aggravé les facteurs préexistants d'insécurité alimentaire aiguë causés par les conflits et l'insécurité.

Résultats projetés de sécurité alimentaire, Février-Mai 2022



Source: *FEWS NET*

Résultats projetés de sécurité alimentaire, Juin-Septembre 2022



Source: *FEWS NET*

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

Conflit et insécurité : Le nombre d'affrontements entre les forces gouvernementales et les combattants séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest était similaire au cours de la seconde moitié de la saison des pluies aux mois précédents. Cependant, le nombre de décès a atteint un niveau record en septembre 2021, probablement en partie grâce à l'amélioration de la capacité de fabrication d'engins explosifs improvisés (EEI) des militants suite à la création d'une alliance entre la faction camerounaise d'Ambazonian Defence Forces (ADF) et la Groupes séparatistes Peuple indigène du Biafra (IPOB) de nigérians en avril 2021. Le nombre moyen de décès par EEI signalé est passé de 0,62/attaque au second semestre 2020 à 1,3/attaque au cours de la même période de 2021. La fin de la saison des pluies en octobre 2021 a permis aux forces camerounaises de se mobiliser et d'augmenter considérablement leur présence militaire dans le but de sécuriser la région avant le tournoi de la Coupe d'Afrique des Nations, qui a débuté en janvier 2022. Cette mobilisation a probablement supprimé ce qui a toujours été une période d'affrontements accrus (c'est-à-dire les mois suivant immédiatement la saison des pluies de novembre à février) en regardant la même période en 2020 et 2019. Au lieu de cela, les régions ont observé une réduction significative des attaques en décembre 2021, qui s'est poursuivie brièvement jusqu'en janvier 2022. Les affrontements ont depuis commencé à augmenter.

Dans la région de l'Extrême-Nord, les attaques par l'État islamique de la province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) d'octobre à décembre 2021 ont diminué de façon continue tout au long de la période d'octobre à décembre. Une résurgence de conflits intercommunautaires s'est produite entre pêcheurs, agriculteurs et éleveurs dans l'arrondissement de Logone-Birni, département Logone-et-Chari dans l'Extrême-Nord début décembre 2021, déplaçant plus de 15,000 personnes à l'intérieur et 30,000 au Tchad voisin. En août de l'année dernière, une incidence similaire entre les éleveurs arabes et les pêcheurs Mousgoum a déplacé plus de 11 000 personnes au Tchad. Cela s'ajoute aux plus de 321,886 personnes déplacées depuis septembre 2020 par des groupes d'insurgés, dont l'État islamique de la province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP).

Impact du COVID-19 : Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dans les pays producteurs et l'augmentation des coûts d'importation causées par la pandémie de COVID-19 continuent de limiter l'offre nationale de produits de base importés (poisson, farine de blé, huiles végétales et riz), maintenant les prix au-dessus de la moyenne sur l'ensemble du territoire. Depuis le début de la pandémie en mars 2020, les prix du riz importé sur la plupart des marchés du pays sont restés stables et ont évolué de 20 à 30 % au-dessus des moyennes d'avant la pandémie. Cependant, ces prix du riz et du blé ont augmenté encore de 10 à 15 % chacun au cours des trois derniers mois. Bien qu'aucune évaluation récente ne soit disponible, les informateurs clés confirment qu'en plus des restrictions persistantes du COVID-19 sur les rassemblements et les mesures de distanciation sociale, la crainte d'une contamination par la nouvelle variante du virus limite le colportage, ce qui réduit les possibilités de revenus quotidiens pour les ménages pauvres, en particulier en milieu urbain. Les données recueillies par FEWS NET montrent une augmentation de 10 à 13 % des taux journaliers de main-d'œuvre occasionnelle (pour les manutentionnaires et la main-d'œuvre de la construction) à Yaoundé et à Douala par rapport à la même période avant les pandémies en raison d'une légère baisse de l'offre car les ouvriers qui sont retournés à leurs établissements ruraux au début de la pandémie. Cependant, les revenus des emplois occasionnels restent globalement inférieurs aux niveaux d'avant la pandémie, car la plupart des entreprises de construction et non agricoles n'ont pas encore repris leurs activités normales alors que le COVID-19 persiste.

La pluviométrie: La période actuelle correspond au dernier mois de saison sèche pour les régimes pluviométriques unimodaux et bimodaux dans la zone sud du pays. Dans la zone bimodale (régions de l'Est, du Centre et du Sud), la première saison des pluies commence de mars à juillet et la seconde de mi-septembre à novembre. Dans les zones unimodale (littoral, hauts plateaux de l'ouest, plateau de l'Adamaoua), la saison des pluies s'étend de mars à octobre. En revanche, le régime pluviométrique est majoritairement unimodal pour la zone nord, avec la saison des pluies de juin à septembre. En 2021, les première et deuxième saison des pluies ont été ponctuelles dans la majeure partie de la zone sud, et les précipitations ont été cumulativement moyennes. Dans l'Extrême-Nord, où la pluviométrie est unimodale, l'arrivée des pluies a été tardive et les cumuls pluviométriques inférieurs à la moyenne.

La production agricole : La récolte céréalière de 2021 était estimée à la moyenne et similaire aux niveaux de 2020 dans les régions du sud du pays, qui ont bénéficié d'une pluviométrie saisonnière moyenne et d'un accès moyen aux intrants agricoles et aux services de vulgarisation. En revanche, des cumuls pluviométriques inférieurs à la moyenne dans la zone nord, plus précisément dans les départements du Logone et Chari et du Mayo Sava de la région de l'Extrême-Nord, ont entraîné une mauvaise implantation des cultures céréalières et de faibles rendements. Selon le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, les sécheresses de la saison dernière ont provoqué une baisse supplémentaire de 10 pour cent de la production de sorgho et de maïs dans les zones touchées par rapport à la saison 2020. Dans la région du Nord-Ouest touchée par le conflit, la récolte de maïs était proche de 2020 mais est restée inférieure de 15 à 20 pour cent aux moyennes d'avant le conflit. Les activités de préparation des terres pour la saison principale de 2022 s'achèvent dans la zone sud du pays, les semis devant commencer en mars lorsque les premières pluies arriveront. Dans les régions du nord, les récoltes de sorgho de contre-saison ont commencé et devraient être inférieures à la moyenne dans les départements où les activités des insurgés sont élevées en raison de la faible superficie cultivée et de l'accès réduit aux intrants.

Production animale : Dans l'ensemble, les conditions de la végétation sont saisonnièrement à cause de la saison sèche en cours. Les pâturages et le fourrage pour le bétail sont insuffisants avec l'impact négatif de la productivité de l'élevage, même si les prix des gros ruminants restent globalement proches des niveaux saisonniers sauf dans les zones en crise où des baisses de prix légères à modérées sont enregistrées. Le vol de bétail persiste dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) et dans les lieux où se déroulent des activités insurrectionnelles dans la région de l'Extrême-Nord, limitant le nombre et les mouvements de bétail alors que les groupes armés ciblent les ménages pastoraux. La transhumance saisonnière du bétail du Nigéria, du Tchad, du Niger et du Cameroun vers les principales plaines inondables est également limitée par l'insécurité, les conflits et les restrictions frontalières connexes, ce qui entraîne une concentration plus élevée que d'habitude des troupeaux le long des frontières et vers des lieux atypiques. Ce qui facilite la détérioration rapide des pâturages et des sources d'eau ainsi que l'augmentation du risque de conflit communautaire. Les données recueillies par l'Organisation Internationale pour les Migrations (novembre 2021) révèlent que 57 pour cent plus d'alertes de risque de conflit supplémentaires ont été enregistrées dans la partie nord du pays entre août et septembre 2021 par rapport à la même période en 2020. Plus de 50 % des marchés de bétail dans la région du Nord-Ouest et à travers les zones de l'Extrême-Nord situées dans le bassin du lac Tchad ne sont pas fonctionnelles, et l'accès est considérablement perturbé dans certaines zones. Dans l'ensemble, le commerce limité du bétail maintient les revenus pastoraux en dessous de la moyenne dans les principaux bassins d'élevage du pays.

Prix des aliments de base : Les prix des aliments de base ont augmenté au-dessus des niveaux saisonniers moyens sur la plupart des marchés du pays depuis décembre 2021. L'augmentation des prix des aliments de base importés et transformés est associée à une réduction de l'approvisionnement du marché causée par des ruptures d'approvisionnement dans les pays producteurs internationaux liées à la COVID-19. 19 et frais de port élevés. Après avoir évolué de 15 à 25 pour cent au-dessus de la moyenne depuis la pandémie, les prix du riz et du blé importés sur les marchés de référence de Yaoundé et de Douala ont augmenté de 5 à 10 pour cent supplémentaires entre décembre 2021 et février 2022. Le prix du riz importé est de 21 et 37 pour cent supérieurs à la moyenne quinquennale sur les marchés surveillés à Douala et à Yaoundé respectivement. Le prix de la farine de blé est 38 et 25 pour cent supérieurs à la moyenne à Douala et à Yaoundé. En outre, le taux d'inflation national est passé de 2.29 pour cent en août 2021 à 2.37 pour cent en septembre (INS), la pression inflationniste devant être plus élevée en 2022 en raison de la hausse des coûts d'expédition causée par la pandémie, les producteurs prélevant des frais supplémentaires sur le coût des produits alimentaires fournis aux ménages. Des tendances similaires sont observées pour les aliments de base produits localement, en particulier dans les zones touchées par les conflits et les insurrections, alors que la demande augmente vers la période de soudure dans un contexte d'approvisionnement inférieur à la moyenne. Les prix de l'huile de palme produite localement ont augmenté en moyenne de 15 pour cent au cours de la même période en raison du dysfonctionnement des principales agro-industries de transformation du palmier à huile situées dans les zones touchées par le conflit. Outre les perturbations de l'approvisionnement liées à la pandémie, les tendances saisonnières des prix supérieures à la moyenne dans l'Extrême-Nord sont également tirées par la pression accrue de la demande du Nigéria où la production a été constamment inférieure à la moyenne. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO), les prix ont encore augmenté ces derniers mois avec l'épuisement précoce des stocks de la saison dernière. En outre, la demande supplémentaire des services d'hôtellerie, de restauration et de divertissement lors du tournoi de la Coupe d'Afrique des Nations de janvier à février a fait grimper les prix des denrées alimentaires dans les zones urbaines.

Assistance humanitaire : Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'aide alimentaire humanitaire mensuelle (en nature, en espèces/bons et soutien aux moyens de subsistance) atteint environ 22 % des personnes en besoin, avec des rations alimentaires couvrant environ 50 % de besoin en kilocalorie. La distribution en espèces de 5000 à 9300 XAF par personne et par mois couvre 31 à 55% des besoins quotidiens en kcal de 2100 (MEB = 15 899 XAF/personne/mois). Le camp de Minawao dans l'Extrême-Nord qui accueille 50 pour cent des réfugiés nigérians, les distributions alimentaires couvrent près de 100 % des ménages, fournissant environ 70 % des 2 100 Kcal recommandées par personne par jour. Le panier alimentaire mensuel se compose de céréales, de légumineuses, de maïs, de soja (CSB), d'huile végétale et de sel. Environ 4 % des 23,085 personnes âgées de 18 à 59 ans dans le camp sont des travailleurs indépendants ou possèdent leur propre entreprise. Pour environs 12 pour cent de réfugiés centrafricains (RCA) vivant dans les camps (Gado, Ngam et Timangolo), des distributions en espèces de 6160 à 7040 XAF par personne et par mois couvrent environ 70 % des besoins quotidiens en kcal. En novembre 2021, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) par l'intermédiaire de ses partenaires de mise en œuvre, a fourni une supplémentation alimentaire à base de super céréales (CSB+) à 14 880 personnes, une vaccination de rattrapage, une supplémentation en vitamine A et un déparasitage de 5 657 enfants dans la région de l'Extrême-Nord. Dans les régions du NOSO, 11 759 ont reçu une alimentation complémentaire générale dont 7 605 (âgées de 6 à 23 mois) et 4 154 femmes enceintes et allaitantes (PLW) issues de ménages vulnérables. De plus, 1 139 femmes enceintes ont reçu des suppléments de folate de fer pour remédier aux carences en micronutriments. Cependant, l'aide alimentaire humanitaire dans NOSO est actuellement concentrée dans des zones plus accessibles. L'enlèvement de travailleurs humanitaires, la saisie de denrées alimentaires et la nature impraticable des routes rurales sont des contraintes majeures pour atteindre plusieurs personnes en besoin dans les zones les plus précaires et inaccessibles. On estime que 20% de la population du NOSO reste en crise malgré l'aide alimentaire en cours. Aussi, les besoins de sécurité alimentaire restent élevés pour les 88 pour cent de RCA et 50 pour cent de réfugiés nigérians vivant dans les communautés d'accueil, 32 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays par le conflit intercommunautaire en décembre 2021 et pour 80 pour cent des 300 000 personnes déplacées par les insurgés depuis septembre 2020. Entre décembre 2021 et mai 2022, le PAM recherche 47 millions de dollars supplémentaires pour aider environ un million de bénéficiaires dans tout le pays.

Résultats actuels de la sécurité alimentaire : Les résultats sont actuellement Minimal (Phase 1 de l'IPC) pour la plupart des ménages pauvres dans les zones du pays qui ne sont pas touchées par les conflits ou l'insécurité. Les ménages dans ces zones, dont la plupart ont eu une production moyenne au cours de la dernière saison, ont encore suffisamment de stocks de céréales pour soutenir une consommation alimentaire adéquate jusqu'au moins aux récoltes vertes en juin. Malgré l'augmentation générale des prix des produits de base, les revenus moyenne provenant des ventes agricoles et de la main-d'œuvre et des emplois occasionnels soutiennent les achats d'autres produits alimentaires et non alimentaires et comblent les pénuries alimentaires. Cependant, les résultats se détériorent pour les ménages urbains pauvres généralement dépendants du marché qui, bien qu'ils se soient progressivement remis de l'impact de la COVID-19, sont affectés par la persistance de prix élevés des

produits de base qui réduisent encore leur pouvoir d'achat, limitant l'accès aux achats alimentaires et non alimentaires. Dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest touchées par le conflit, la plupart des ménages pauvres ont déjà épuisé leurs propres stocks. Des prix de base supérieurs à la moyenne et des revenus agricoles et pastoraux inférieurs à la moyenne creusent les écarts de consommation alimentaire et augment l'utilisation des moyens d'adaptation non durable (emprunter, envoyer les enfants manger ailleurs, crédit achats) produisant des résultats Crise (Phase 3 de l'IPC). Les prix élevés des céréales compliquent l'accès alimentaire des ménages pauvres dans l'Extrême-Nord. Les résultats sont actuellement en Stress (Phase 2 de l'IPC) pour la population affectée par les insurgés dans les départements du Logone et Chari, du Mayo Sava et du Mayo Tsanaga qui, malgré les récoltes de contre-saison en cours, achètent encore certains aliments en raison des faibles récoltes, priorisant leur achat des céréales de base comme le maïs, le riz au détriment des besoins non alimentaires en raison des faibles revenus. Alors que les résultats sont indicatifs de Stress ! (Phase 1 de l'IPC !) pour la plupart des réfugiés nigérians et centrafricains vivant dans des camps, plus de la moitié des réfugiés vivant dans les communautés d'accueil et des personnes déplacées sont confrontés au Stress (Phase 2 de l'IPC) en raison d'une aide alimentaire humanitaire insuffisante. Cependant, les conséquences sont plus graves pour les réfugiés et les ménages déplacés dans les zones inaccessibles et plus précaires qui ne bénéficient d'aucune aide humanitaire.

La prévalence malnutrition aiguë globale (MAG) reste inférieure au seuil de classification de l'OMS de 10 pour cent bien que les réfugiés centrafricains aient enregistré un MAG de 12,4 pour cent en février 2021. La prévalence de MAG parmi les résidents de l'Extrême-Nord, du Nord , Est et Adamawa variaient de 3,8 à 5,9 pour cent en février 2021 (enquête nutritionnelle SMART-SENS). En novembre 2021, sur 22 173 enfants (moins de cinq ans) dépistés dans le NOSO, 0,6 pour cent ont été identifiés avec malnutrition aiguë sévère et référés pour un traitement et 12 pour cent malnutrition aiguë modérée. Le programme d'intervention nutritionnelle d'urgence en cours cible plus de 120 000 bénéficiaires dans le NOSO.

Suppositions

Le scénario de sécurité alimentaire le plus probable de Février à Septembre 2022 est basé sur des hypothèses fondamentales, en rapport avec l'évolution du contexte national, qui sont :

- Le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest devrait persister, et les affrontements entre les forces gouvernementales et les combattants séparatistes vont continuer à augmenter, en particulier après la conclusion du tournoi lorsque les troupes réservées aux villes de Limbe et Buea sont redéployées dans les zones rurales du régions. Les combats devraient s'atténuer au début de la saison des pluies en mai-juin 2022, la mobilisation militaire étant de plus en plus entravée par des routes impraticables ; cependant, ils recommenceront rapidement à atteindre les niveaux de 2021 à partir de juillet-septembre 2022. Les experts de la Banque mondiale prévoient que le PIB national chutera de 9 % si le conflit dure jusqu'en 2025, le PIB des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest devant baisser de 60 % en 2030.

- Les attaques de l'État islamique de la province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) devraient augmenter à partir de février-mai 2022 dans la région de l'Extrême-Nord, coïncidant avec la saison sèche lorsque l'amélioration de l'accès routier facilite les mobilisations militaires. Les changements de leadership au sein de l'ISWAP en 2021 continueront probablement à inciter le groupe à réduire les attaques massives contre les populations civiles et à se concentrer plutôt sur l'assaut des positions militaires et les embuscades contre les convois militaires, en particulier dans le Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et le Logoneet Chari. La tactique du groupe consistant à prélever des impôts sur les territoires sous le contrôle de l'ISWAP entraînera probablement des incidents de violence récurrents mais à petite échelle contre les civils, car le groupe continuera à utiliser la violence comme moyen d'imposer la collecte lorsque les villages refusent de payer. Mais de tels incidents sont probables de se produire à des niveaux inférieurs en 2022 par rapport à 2021.

- L'environnement de conflit en RCA est susceptible de se poursuivre aux niveaux élevés actuels, les incidents violents signalés en 2022 étant susceptibles d'être aussi fréquents que ceux signalés en 2021. Malgré le renouvellement par le Conseil de sécurité des Nations Unies, de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA) en novembre 2021, les affrontements entre les forces gouvernementales, les alliés internationaux et les groupes rebelles sont restés constants et ne devraient probablement pas s'atténuer, affectant négativement le commerce transfrontalier et la transhumance jusqu'en 2022.

- Suite au ralentissement macroéconomique de 2020 dû aux impacts de la pandémie de COVID-19 et aux mesures de restriction connexes, l'économie camerounaise s'est redressée avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 3,6 % en 2021 et devrait se maintenir avec des croissances supérieures à 4,0 % en 2022 et 2023 (IMF). Ces perspectives

sont favorisées par le rebond de la consommation privée et publique et l'augmentation des exportations agricoles et forestières. Néanmoins, FEWS NET note des contraintes qui pourraient limiter ces projections, notamment la vulnérabilité aux chocs macroéconomiques mondiaux et la résurgence d'une autre vague de COVID-19, en particulier avec des taux de vaccination très faibles, les déficits financiers, l'insécurité et les conflits dans les zones du nord et anglophones.

- Sur la base des prévisions fournies par les partenaires scientifiques de FEWS NET à l'USGS, la NOAA et l'UCSB CHC, la saison des pluies 2022 devrait commencer à temps en mars 2022 dans tout le pays avec le début des pluies dans les zones unimodales et bimodales de sud du Cameroun et progressivement plus tard dans les zones nord avec l'ascension saisonnière vers le nord de l'ITCZ. Les totaux cumulés des précipitations de mars à juillet sont très probablement proches de la moyenne dans tout le pays. Dans le sud du Cameroun, les précipitations devraient être inférieures à la moyenne pendant la principale saison des pluies de mars à mai et de juin à août 2022. Des précipitations supérieures à la moyenne sont attendues dans l'Extrême-Nord du Cameroun entre juin et août 2022.

- Une production moyenne est attendue pour les cultures vivrières (maïs, haricot, niébé, arachide, taro, banane) et les cultures de rente (cacao, café) de mars à juillet dans le sud du pays car les zones agricoles bénéficient de précipitations cumulées proches de la moyenne de mars à juillet et soutien agricole accru (intrants, équipements) du gouvernement et des partenaires internationaux dans le cadre de l'atténuation de l'impact du COVID-19. Dans les régions du NOSO, où les populations agricoles restent déplacées et l'accès aux exploitations et aux intrants est entravé, la production globale et les rendements des cultures devraient être inférieurs d'au moins 20 pour cent par rapport à une année sans conflit. Dans la région de l'Extrême-Nord, les perturbations des activités agricoles liées à l'insécurité devraient entraîner une baisse de la production dans le Mayo Sava, le Mayo Tsanaga et le Logone & Chari.

- La production moyenne prévue devrait maintenir les opportunités de main-d'œuvre agricole pour la plantation, le désherbage et la récolte à des niveaux moyens pendant la période du scénario, sauf dans les zones de conflit et d'insécurité où la baisse prévue de la production maintiendra les revenus en dessous de la moyenne d'avant le conflit, mais similaires à la moyenne des dernières années de conflit. Les plus de 25 000 ouvriers des plantations employés par des agro-industries en dysfonctionnement (thé, palmiers, banane et caoutchouc) situées dans les régions NOSO continueront d'être sans emploi.

- L'aide humanitaire en espèces/bons est en cours dans les régions touchées par le conflit et se poursuivra tout au long de la période du scénario. Les transferts monétaires mensuels prévus d'une valeur de 25 000 FCFA (5 000 FCFA par personne pour un plafond de cinq membres par ménage) cibleront environ 5 % de la population estimée en Phase 3+ et les montants en espèces couvriront environ 31 % des dépenses quotidiennes besoins en kcal de 2100 (MEB de 15 899 XAF/personne/mois). La nouvelle loi du gouvernement camerounais qui introduit une taxe supplémentaire de 0,2 % sur les transactions de monnaie électronique qui sera bientôt opérationnelle devrait avoir un impact négatif sur l'aide alimentaire en espèces, avec un impact négatif anticipé sur les ménages pauvres.

- L'approvisionnement des marchés urbains et ruraux en céréales produites localement diminuera de façon saisonnière dans les mois à venir, car les stocks de la récolte précédente s'épuisent de façon saisonnière. En raison de la production moyenne de la dernière saison, la demande globale des ménages en produits alimentaires de base devrait rester à des niveaux saisonniers normaux, car les stocks existants sont susceptibles de répondre de manière adéquate à la demande des ménages jusqu'en mai au moins. Avant les récoltes de juillet, les ménages touchés par le conflit, dont la plupart dépendent actuellement du marché, continueront d'être supérieurs à la moyenne et l'épuisement prématuré des stocks dû à une production inférieure à la moyenne se traduira par des approvisionnements inférieurs à la moyenne du marché en maïs, sorgho et riz étuvé local.

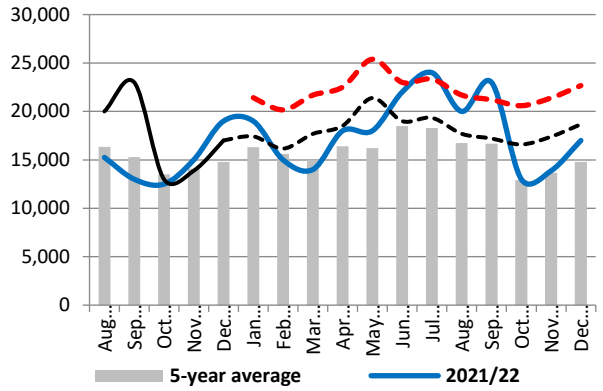
- Dans la région de l'Extrême-Nord, les prix des produits de base devraient évoluer au-dessus de la moyenne tout au long de la période du scénario, impactés par une demande de plus en plus élevée du Nigeria, du Tchad et de la République centrafricaine (RCA) voisins. Selon les projections de FEWS NET, les prix de gros du sorgho sur le marché de Mora évolueront probablement autour de 18 à 32 % au-dessus de la moyenne quinquennale de mars à mai, mais chuteront ensuite plus près de la moyenne après la récolte en septembre (Figure 1).

- Avec le Gabon, le Nigéria et la Guinée Equatoriale, les flux commerciaux transfrontaliers resteront perturbés par les fermetures officielles de frontières et les coûts de transport élevés. Les flux de bétail des bassins du lac Tchad vers les marchés de destination à Yaoundé, Douala, au Gabon et en Guinée équatoriale resteront inférieurs à la moyenne en raison de l'insécurité croissante le long des corridors et de l'augmentation des coûts de transport et des contrôles douaniers. Dans l'ensemble, le commerce limité du bétail maintiendra les revenus pastoraux en dessous de la moyenne dans les principaux bassins d'élevage du pays.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

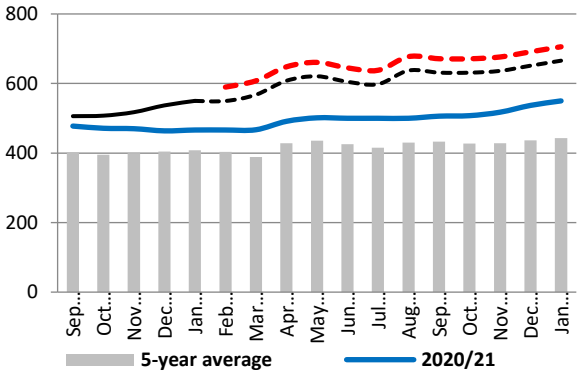
Actuellement, les résultats Minimal (Phase 1 de l'IPC) devraient persister de mars à septembre pour la plupart des ménages pauvres dans les zones du pays non touchées par les conflits ou l'insécurité. Les ménages dans ces zones, dont la plupart ont eu une production moyenne au cours de la dernière saison, auront encore suffisamment de stocks de céréales pour soutenir une consommation alimentaire adéquate jusqu'au moins aux récoltes vertes en juin. Malgré l'augmentation générale des prix des produits de base, les revenus proches de la moyenne des ventes agricoles et de la main-d'œuvre et des emplois occasionnels les aideront à acheter sur le marché d'autres produits alimentaires et non alimentaires et à combler les déficits alimentaires jusqu'en mai au moins. Cependant, les résultats sont susceptibles de se détériorer pour les ménages pauvres urbains généralement dépendants du marché qui, bien qu'ils se remettent progressivement de l'impact du COVID-19, seront affectés par la persistance des prix élevés des produits de base qui réduiront davantage leur pouvoir d'achat, limitant l'accès aux achats alimentaires et non alimentaires pendant la période de soudure.

Figure 1. Projection de prix (XAF/kg) du sorgho à Mora, Cameroun



Source: Estimations FEWS NET basées sur les données de DRADER, Extrême-Nord

Figure 2. Projection de prix (XAF/kg) du riz importe à Yaounde-Mfoundi, Cameroun



Source : Estimations FEWS NET basées sur les données de DRADER, Centre

Les conditions de sécurité alimentaire pour les ménages pauvres dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest touchées par le conflit seront marquées par des approvisionnements du marché inférieurs à la moyenne et des prix de base supérieurs à la moyenne, l'épuisement des stocks des ménages. Dans un contexte de faible pouvoir d'achat, les déficits de consommation alimentaire et l'adaptation non durable (emprunts, ventes de bétail anormalement élevées, achats à crédit) restera et maintiendra les résultats Crise (Phase 3 de l'IPC) entre février et juin pour plus de 20 % de la population malgré l'aide alimentaire humanitaire en cours. Pendant cette période, les résultat Stress ! (Phase 2 de l'IPC !) sont probable pour environ 22 pour cent des personnes estimer en besoin grâce à l'aide alimentaire humanitaire mensuelle moyenne, bien que l'aide reste principalement concentrée dans les zones accessibles et plus sécurisé.

De juillet à septembre, la consommation alimentaire des ménages pauvres du NOSO sera couverte par leur propres récoltes ventes et par l'assistance alimentaire. Cependant, la persistance anticipée du conflit devrait maintenir les revenus des ventes agricoles et de la main-d'œuvre en dessous de la moyenne dans un contexte de prix de base supérieurs à la moyenne. Par conséquent, malgré les nouvelles récoltes, les revenus des ménages seront probablement insuffisants pour régler les dettes en souffrance ou pour récupérer les actifs vendus de manière atypique pour obtenir un revenu, limitant leur capacité à acheter des denrées de base préférées comme le riz importé, l'huile de cuisson, la farine de blé et à payer besoins médicaux, scolaires et autres besoins non alimentaires. En conséquence, le Stress (Phase 2 de l'IPC) est attendu entre juillet et septembre. Cependant, pour les divisions relativement plus précaires et inaccessibles de Momo, Lebialem, Meme, Menchum

et Ndian, où la production devrait être relativement plus faible par rapport aux autres divisions, et l'aide alimentaire est limiter par l'inaccessibilité, les résultats Crise (Phase 3 de l'IPC) persisteront jusqu'en septembre 2022.

Les résultats sont actuellement en Stress (Phase 2 de l'IPC) pour le Logone et Chari, le Mayo Sava, et le Mayo Tsanaga qui, malgré les récoltes de contre-saison en cours, achètent encore certains aliments en raison des faibles récoltes, privilégiant leurs achats de céréales de base comme le maïs, le riz à au détriment des besoins non alimentaires en raison des faibles revenus. Compte tenu des niveaux élevés prévus d'insécurité généralisée dans ces divisions, la production, tandis que l'accès aux pâturages, le fonctionnement du marché et l'accès et le commerce global devrait rester en dessous de la moyenne. Ainsi, les revenus agricoles et pastoraux resteront inférieurs à la moyenne tout au long de la période du scénario. À partir de mars, la plupart des ménages pauvres de Mayo Sava et du Logone et Chari ne seront pas en mesure d'acheter suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins de base en raison de la forte dépendance au marché cause pas une baisse de production plus importante par rapport à la division Mayo Tsanaga au cours de la dernière saison. Dans un contexte de faible pouvoir d'achat et d'augmentation des prix des produits de base, des déficits de consommation alimentaire et/ou une adaptation non durable devrait apparaître plus tôt de mars à septembre pour les ménages pauvres produisant les résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC). Dans le Mayo Tsanaga, où la baisse de la production a été relativement plus faible en raison de l'absence de périodes sèches prolongées, de la présence d'importants bassins de production et d'attaques d'insurgés relativement moins nombreuses, les revenus provenant des ventes de récoltes soutiendront probablement les achats alimentaires, ce qui maintiendra les résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) jusqu'en mai. Cependant, les résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) devraient apparaître au début de la période de soudure et persister jusqu'en septembre.

Evenements qui pourraient changer les scenarios

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Evénements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Augmentation de l'aide humanitaire à plus de 50 % des personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les communautés accessibles et inaccessibles	Amélioration de la consommation alimentaire et des moyens d'existence des personnes déplacées, des ménages hôtes et des réfugiés grâce à un accès accru ua aliment de base et au revenu et soutien des moyens de subsistance.
	Ouverture officielle des frontières entre le Nigeria et le Cameroun	Amélioration du pouvoir d'achat grâce à l'augmentation des revenus du commerce transfrontalier. Cependant, l'augmentation des exportations de produits de base est susceptible de faire monter la demande et les prix des produits de base, réduisant encore l'accès des ménages pauvres. Avec une insécurité persistante et généralisée, les échanges commerciaux aux frontières resteront probablement inférieurs à la moyenne même après la réouverture des frontières.
	Augmentation supérieure à 30 % de la couverture de vaccination contre la COVID-19	Le gouvernement pourrait lever la plupart des restrictions, ce qui permettrait de stimuler les activités économiques et les revenus des ménages urbains pauvres.

ZONE DE PREOCCUPATION

Nord-Ouest et Sud-Ouest, zones de moyens d'existences CM09 :

Situation actuelle

Le conflit en cours entre les forces gouvernementales et les combattants séparatistes dans les régions du Nord-Ouest (NO) et du Sud-Ouest (SO) reste le principal moteur de l'insécurité alimentaire. Des journées « fantômes » régulières, des

confinements aléatoires et l'insécurité généralisée perturbent les activités agricoles, d'élevage et commerciales saisonnières en cours, entraînant une perturbation des moyens d'existence et des déplacements. Bien que l'évolution de la population déplacée et rapatriée entre novembre 2021 et janvier 2022 ait été lente, UNHCR estiment 575 507 ménages déplacés à l'intérieur et à l'extérieur du NOSO, et plus de 383 000 rapatriés. Certains rapatriés ont perdu leurs champs, tandis que la plupart des ménages déplacés sont sans terre et incapables de participer aux activités agricoles de la saison principale en cours. L'insécurité généralisée limite l'accès et le fonctionnement de nombreux marchés ruraux, réduisant le nombre de jours de marché et l'afflux de marchandises, ce qui a un impact négatif sur l'approvisionnement et les revenus des populations rurales.

L'impact de la COVID-19 aggrave l'impact des conflits dans ces régions. Depuis le début de la pandémie en mars 2020, les prix du poisson, des huiles végétales et du riz importés ont connu des augmentations supplémentaires d'environ 5 à 10 % par rapport aux niveaux de conflit en raison de la diminution de l'offre nationale causée par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dans les pays producteurs et augmentation des coûts d'importation. Le nombre de cas positifs de COVID-19 est en augmentation dans les deux régions, passant de 7,1 à 9,1 pour cent dans le NO, et de 2 à 17,1 pour cent dans le SO entre novembre et décembre 2021 (OCHA, janvier 2022).

La période actuelle précède le début de la soudure agricole qui s'étend typiquement de mars à mai. En raison d'années consécutives de récoltes inférieures à la moyenne et conflit prolongé, les niveaux saisonniers des réserves de céréales (maïs, haricots, riz) ont été de 15 à 30 pour cent inférieur à la moyenne des années sans conflit. Les rapports d'informateurs clés suggèrent que la plupart des ménages pauvres ont épuisés leurs stocks de maïs, haricots et riz avant février, trois à cinq mois plus tôt que dans une année normale. Ils sont donc presque entièrement dépendants des achats pour leur alimentation. Dans les départements de Momo, Lebialem, Meme et Menchum, les ménages pauvres ont épuisé les stocks de leur propre production peu après la récolte en octobre en raison de récoltes considérablement faibles par rapport aux autres départements causées par un accès réduit aux champs et un faible approvisionnement en intrants par rapport à une année normale.

Situées dans une zone à pluviométrie unimodale, les activités de préparation des terres de la campagne principale sont en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, avec des activités de semis prévues à partir de mars. En plus des journées "fantômes" régulières observées tous les lundis, un récent confinement de deux jours en février a perturbé les activités de préparation des terres dans la plupart des régions. Bien que les niveaux de conflit restent largement les mêmes, certains rapatriés sont retournés dans leurs campements d'origine pour cultiver leurs champs, mais le niveau de préparation des terres est faible par rapport à la normale. L'accès des ménages pauvres aux revenus du travail agricole pendant la saison actuelle de préparation des terres est limité en raison d'une diminution des superficies cultivées par rapport aux années d'avant la crise. Le nombre de jours de semaine alloués au travail reste limité par des journées « fantômes » régulières et des flambées de violence. Les informations de la campagne de café et de cacao 2020/2021 en cours suggèrent une légère augmentation des ventes de fèves de café et de cacao dans ces régions par rapport à 2018, bien que la production reste près de 34 pourcent inférieure aux niveaux d'avant le conflit (rapport NCCB-2020/2021). De légères augmentations de la production de cacao et de café ces dernières années par rapport aux premières années de conflit sont associées à une augmentation du soutien du gouvernement et des partenaires.

Environ 25,000 ouvriers ont perdu leurs moyens de revenus suite au dysfonctionnement de nombreuses plantations industrielles (bananes, palmiers, hévéas) qui recrutent respectivement 47 et 44 pourcents des ouvriers du NO et du SO. En raison des revenus faibles persistante provenant des ventes et de la main-d'œuvre agricole, certains ménages pauvres intensifient le colportage d'articles non alimentaires, la menuiserie, la maçonnerie et le creusement de sable tandis que d'autres adoptent des activités atypiques, les femmes craquant des pierres dans certaines lieux. Cependant, la crainte d'une contamination par le virus COVID-19, la réduction du nombre de jours de marché et l'accès réduit aux points de vente en raison de l'insécurité généralisée maintiennent les revenus bas et maintiennent le pouvoir d'achat des ménages pauvres en dessous des niveaux d'avant la crise. L'aide humanitaire mensuelle en espèces et en bons d'achat augmente les revenus de certains ménages pauvres, répondant à plus de 50 % des besoins quotidiens en kilocalories, mais la couverture reste faible en raison du manque de financement. En décembre 2021, la distribution d'argent ne couvrait que 3 % des personnes estimées dans le besoin dans les régions (NWSW-Food Security Cluster, décembre 2021).

La saison sèche en cours est à l'origine du déclin saisonnier de la productivité des pâturages dans la plupart des parcours. La migration saisonnière du bétail vers les plaines de Tikar est en cours, bien que le mouvement global du bétail soit limité par l'insécurité généralisée et le vol. On estime que 1,7 million de dollars de bétail ont été tués ou confisqués dans la région du

Nord-ouest depuis le début du conflit (Groupe de la Banque mondiale, janvier 2021). De nombreux petits propriétaires de bétail, principalement des éleveurs « Mbororo », continuent de fuir vers des zones plus sûres du pays et du Nigéria en raison des attaques persistantes et de la saisie de bétail par des hommes armés, ce qui réduit encore le nombre total de têtes de bétail dans les régions. Le cheptel reste inférieur d'environ 40 pour cent aux niveaux d'avant la crise (MINEPIA-2021), avec des conséquences négatives sur la disponibilité des produits de l'élevage pour la consommation (lait, viande). Environ 70 pour cent des marchés de bétail dans les principales zones d'élevage de Ngoketunjia, Donga Mantung et Menchum ne fonctionnent pas, ce qui rend le commerce global du bétail et les revenus inférieurs à la moyenne.

Bien que la plupart des commerçants des marchés urbains des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest aient réapprovisionné leurs stocks dans les régions voisines, l'offre saisonnière de produits alimentaires de base est inférieure à la moyenne, ce qui, associé à une demande exceptionnellement élevée, entraîne une hausse des prix sur les marchés urbains et ruraux. Dans les marchés de référence de NOSO, les prix du maïs en janvier se situaient entre 10 et 15 pour cent au-dessus de la moyenne, tandis que les haricots se vendaient a 20 pour cent sur la plupart des marchés de la région du Sud-ouest. Les prix du manioc dans la région du Sud-ouest ont augmenté de 12 à 15 pour cent entre décembre 2021 et janvier 2022 et restent supérieurs de 10 à 30 pour cent à la moyenne des années normal. Suivant les tendances nationales, le prix actuel de l'huile de palme a doublé par rapport à la même période l'an dernier, et la moyenne quinquennale causées par une baisse de la production nationale en raison du dysfonctionnement de l'agro-industrie de l'huile de palme, dont la plupart sont situés dans des zones touchées par des conflits. Au cours des huit derniers mois, on a observé que les prix du maïs sur le marché de référence de Bamenda se rapprochaient des niveaux d'avant la crise pendant et après les périodes de recrudescence du conflit en raison de la diminution des flux vers Yaoundé, Douala, le Gabon et la Guinée équatoriale qui ont forcé certains commerçants à vendre à des prix légèrement inférieurs à la normale.

Les données d'enquête recueillies dans le Nord-ouest en septembre/octobre 2021 suggèrent une détérioration plus précoce que d'habitude de la consommation alimentaire des ménages pauvres, avec plus de 30 pour cent ayant une consommation alimentaire faible et limité et 45 pour cent adoptants les stratégies d'adaptation (rCSI 4-18) (consommation d'aliments moins chers et moins appréciés (55%), la réduction des rations alimentaires (48%), la réduction du nombre de repas (42%). Au cours de la même période, 21 pour cent ont enregistré une échelle de la faim des ménages (HHS) modérée. La plupart des ménages pauvres ont déjà épuisé leurs épargnes et leurs stocks alimentaires et ont recours à des stratégies d'adaptation négatives pour obtenir des revenus. Les données de suivi de FEWS NET pour janvier 2022 montrent que 30 à 40 pour cent achètent désormais de la nourriture à crédit et dépendent de l'aide d'un ami ou d'un parent, tandis que certains ont des dettes impayées et ne peuvent ni acheter leurs besoins de base, ni intrants agricoles, ni investir dans une affaire. Les revenus tirés de l'intensification des activités typiques telles que le colportage, le petit commerce et la volaille et de l'engagement dans de nouvelles activités (vente de charbon de bois/bois, fissuration de pierres, colportage), y compris ceux qui reçoivent une aide d'urgence aux moyens de subsistance (moins de 20 % des personnes en situation d'insécurité alimentaire) sont insuffisants pour régler ces dettes ou pour les aider à se remettre de certains biens (bétail, mobilier, téléviseurs) bradés de façon atypique pour en retirer des revenus. Les résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) qui persistent dans les divisions de Momo, Menchum, Lebialem et Meme sont apparus en février pour le reste de la zone de moyens d'existence, les ménages pauvres étant incapables d'acheter suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins de base en raison des prix élevés des produits de base dans un contexte de forte dépendance au marché et de faibles revenus.

Suppositions

En plus des hypothèses au niveau national, les résultats les plus probables pour la zone de moyens d'existence CM09 du Nord-ouest et du Sud-ouest de février à septembre 2022 sont basés sur les hypothèses suivantes :

- Le conflit en cours dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest persistera à des niveaux similaires à ceux de 2021, avec des hausses saisonnières prévues avant et pendant les grandes célébrations nationales en mars et mai. Plus de 500,000 PDI des années précédentes (UNHCR, 2022) qui ne peuvent toujours pas retourner dans leur lieu d'origine, principalement en raison de la poursuite du conflit, de la perte des moyens de subsistance et du manque d'opportunités économiques, continueront de faire face à des conditions d'insécurité alimentaire aiguë.

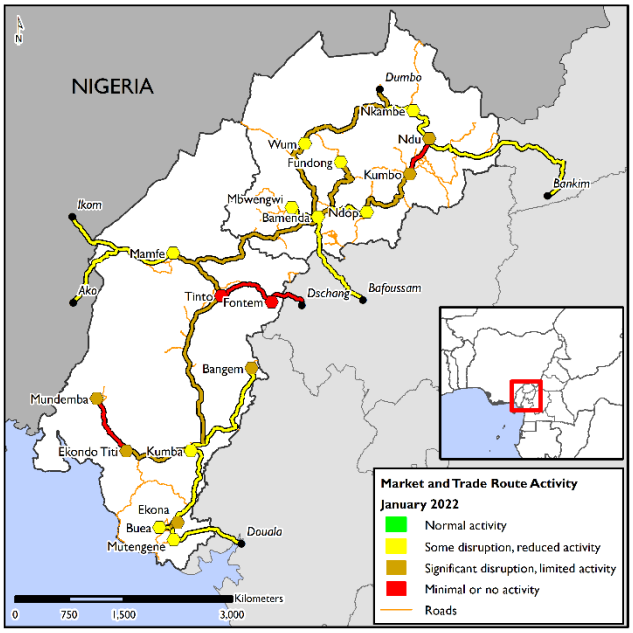
- La récolte sèche de la campagne principale qui commencera en juillet devrait être inférieure aux niveaux d'avant le conflit d'au moins 20 pour cent en raison de la diminution des superficies cultivées, de l'accès réduit aux champs et des prix des intrants agricoles supérieurs. Cependant, la production restera probablement proche des niveaux de 2020 et 2021. Les confinements devraient être fréquents et rester prolongés, ce qui, couplé à la volatilité de la situation de conflit, sont

susceptible de perturber les opérations de plantation, de désherbage et de récolte, y compris le nombre de jours alloués à ces activités.

- Les prix des produits de base devraient rester au-dessus de la moyenne dans les régions en conflit, car la mauvaise récolte prévue maintiendra les approvisionnements en dessous de la moyenne, entraînant une forte demande et une dépendance continue des marchés locaux. Le prix au détail des haricots sur le marché de référence de Bamenda devrait évoluer de 15 à 25 % au-dessus de la moyenne quinquennale tout au long de la période de projection, mais proche des prix de l'an dernier. Selon les projections de FEWS NET, les prix du maïs sur le marché de référence de Bamenda évolueront probablement légèrement au-dessus de la moyenne quinquennale pendant la majeure partie de la période de soudure, puis diminueront à des niveaux saisonniers après la récolte de juillet.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Figure 3. Carte du fonctionnement des marches, Nord-Ouest Sud-Ouest (Jan' 22)



Source : *FEWS NET*

Les résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) persisteront pour plus de 20 pour cent de la population qui devraient avoir d'importants déficits de consommation alimentaire et des stratégies d'adaptations (emprunts, ventes de bétail typiquement élevées, achats à crédit) car ils continueront à dépendre du marché dans un contexte de prix de base élevés et de faible pouvoir d'achat. De juillet à septembre, la consommation alimentaire de la plupart des ménages pauvres du NOSO sera couverte par leur propres récoltes et ventes. Cependant, la persistance anticipée du conflit devrait maintenir la production et les revenus en dessous de niveau sans crise et le prix de base supérieurs à la moyenne. Malgré les nouvelles récoltes, les revenus des ménages seront probablement insuffisants pour régler les dettes en souffrance ou pour aider à récupérer les actifs vendus de manière atypique, limitant leur capacité à acheter des denrées de base préférées comme le riz importé, l'huile de cuisson, la farine de blé et à payer besoins médicaux, scolaires et autres besoins non alimentaires. Le résultat de Stress (Phase 2 de l'IPC) est donc attendue de Juillet à septembre. Environ 22 pour cent des personnes estimées en besoin ciblées par l'assistance alimentaire mensuelle, et qui vie principalement dans les zones accessibles, seront en Stress ! (IPC Phase 2 !) jusqu'en septembre. Les résultats Crise (Phase 3 de l'IPC) persisteront cependant jusqu'en septembre 2022 pour les département relativement plus précaires et inaccessibles de Momo, Lebialem, Meme, Menchum et Ndian, où la production devrait être relativement plus faible par rapport aux autres départements du NOSO, et ou l'aide alimentaire est limiter par l'inaccessibilité.

La saison de pluie à partir de mars 2022 devrait favoriser la prévalence de la diarrhée et du choléra. Cependant, il est peu probable que la prévalence MAG moyenne dépasse 10 % de seuil élevé selon la classification de l'OMS, bien que des cas graves soient probables pour les personnes déplacées dans les zones les plus défavorisées ou celles non atteintes par l'assistance. De juillet à septembre, les nouvelles récoltes et l'augmentation de la diversité alimentaire et de la disponibilité du lait renforceront probablement l'état nutritionnel pour les personnes vulnérable.

Evènements qui pourraient changer les scenarios

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Evénements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nord-Ouest et Sud-Ouest (NOSO)	Augmentation de l'aide humanitaire à plus de 50 % des personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les communautés accessibles et inaccessibles	Amélioration de la consommation alimentaire et des moyens d'existence des personnes déplacées et des ménages d'accueil dans les départements les plus défavorisées de Meme, Menchum, Lebiaem et Momo grâce à un accès accru aux aliments, au revenue et au soutien des moyens de subsistance.
	Augmentation des tensions et de l'insécurité autour des prochaines commémorations de la fête nationale	Plus de personnes susceptibles d'être déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur de la région, ce qui va augmenter le nombre de personnes confrontées à des perturbations de l'alimentation et des moyens d'existence
	Pourparlers de paix entre acteurs du conflit dans le NOSO	Cela améliorera la sécurité avec des conséquences positives sur l'accès à la nourriture et les revenus des ménages pauvres

AUTRES ZONES DE PRÉOCCUPATION

Région de l'Extrême Nord : Départements de Mayo Sava, Logone et Chari et Mayo Tsanaga

Situation actuelle

Une résurgence de conflits intercommunautaires s'est produite entre pêcheurs, agriculteurs et éleveurs dans Logone-Birni situe dans le département de Logone-et-Chari à l'Extrême-Nord, déplaçant plus de 15 000 personnes à l'intérieur et 30 000 vers le Tchad voisin. En août de cette année, une incidence similaire entre les éleveurs arabes et les pêcheurs Mousgoum a déplacé plus de 11 000 personnes au Tchad. Cela s'ajoute aux plus de 321 886 personnes déplacées depuis septembre 2020 par des groupes d'insurgés, dont l'État islamique de la province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) et la Jama'at Ahl as-Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihad (JAS). L'insécurité généralisée perturbe les activités agricoles de contre-saison en raison de l'accès limité aux champs et aux intrants. Les faibles ventes de produits agricoles et de bétail, soit en raison d'infrastructures de marché endommagées par le conflit, soit d'un accès réduit aux marchés, maintiennent les revenus des ménages pauvres en dessous de la moyenne.

En plus de l'accès réduit aux champs et de la faible fourniture d'intrants causée par les attaques fréquentes des insurgés, les déficits pluviométriques ont entraîné une nouvelle baisse de la récolte céréalière dans le Mayo Sava et le Logone et Chari au cours de la saison 2021 par rapport à l'année dernière. Dans l'ensemble, la production dans les départements soumises à de fréquentes attaques d'insurgés était d'environ 20 à 25 percent inférieure aux niveaux pré-conflits. En raison de l'insécurité généralisée, le fonctionnement réduit du marché et l'accès ont perturbé les flux de produits de base des départements voisines vers certains marchés dans les zones touchées par les insurgés. Les récoltes de contre-saison se poursuivent et devraient rester inférieures à la moyenne. En plus de l'accès réduit aux champs, les rendements des cultures de contre-saison ont été limités par un accès inadéquat aux principaux engrais minéraux, car les prix sont restés environ 10 pour cent au-dessus de la moyenne et plus dans les zones peu sûres et inaccessibles.

Les pâturages et les ressources en eau sont actuellement en baisse en raison de la saison sèche en cours et qui, en plus des migrations saisonnières perturbées du bétail dans les zones d'insécurité, limitent l'accès aux pâturages et au fourrage. Des sources du Ministère d'Elevage estiment une baisse de 50 % du nombre de têtes de bétail par rapport aux années pré-conflit

dans les départements touchés par l'insurrection. Lors de la collecte des données en septembre 2021, 50 pour cent des ménages interrogés ont reconnu une baisse du nombre de leurs propres cheptels par rapport à 2020. En raison de la rareté des pâturages dans les parcours, le mouvement du bétail vers la destination typique de plaine inondable du Logone (Yaéré), a commencé plus tôt en janvier, contrairement à une année normale où le bétail attendrait de se nourrir des résidus de cultures de contre-saison avant de se déplacer en mars. En outre, une réduction des déplacements du bétail est observée dans les zones où le vol de bétail persiste. Les données recueillies par l'Organisation internationale pour les migrations (novembre 2021) révèlent que par rapport à la même période en 2020, les mouvements précoces ou tardifs des groupes pastoraux ont augmenté de 80 pour cent dans la partie nord du pays entre août et septembre 2021, avec 57 pour cent plus d'alertes de risque de conflit. Suite à l'affrontement entre les Arabes et les Mousgoums l'année dernière, moins d'éleveurs arabes que d'habitude vivant à l'intérieur du pays ont commencé la transhumance par peur des représailles des Mousgoums qui habitent le long des routes de transhumance.

Bien que les récoltes de contre-saison devraient ajouter aux stocks existants, l'approvisionnements du marché est anormalement bas. Les prix des céréales de base sont légèrement supérieurs aux niveaux de 2020 et 2021, principalement en raison de la demande supplémentaire des pays voisins, en particulier du Nigéria, où les récoltes dans le nord-est restent limitées par une insurgence prolongée. Par rapport à la même période en 2020, les prix du sorgho de janvier 2022 sur les marchés de référence de Mora, Kaele, Kouserri et Mokolo ont augmenté de 44 à 73 pour cent. Le maïs et le riz étuvé ont suivi la même tendance dans toute la région, se vendant en moyenne 19 pour cent au-dessus des niveaux de 2020. En revanche, par rapport à janvier 2021, les prix de janvier 2022 sont restés relativement stables, bien que le sorgho blanc se soit vendu 28 à 30 pour cent plus cher à Kaele et Mora. L'augmentation des coûts liés aux importations causée par la pandémie de COVID-19 continue de limiter l'offre nationale de produits de base importés (poisson, farine de blé, huiles végétales et riz), maintenant leurs prix au-dessus de la moyenne dans tous l'Extrême-Nord

Le commerce transfrontalier se poursuit en dessous des niveaux moyens et est perturbé par les restrictions liées au conflits et COVID-19. Par rapport au période post récolte d'octobre à décembre 2021, les flux de produits agricoles vers le Tchad, le Nigéria et la République centrafricaine sont en baisse en raison de la réduction saisonnière des stocks. Aux points d'entrée de Mfun et Banki au Nigeria rouverts l'année dernière, les activités reprennent progressivement, mais moins qu'á la normale en raison de l'insécurité.

Grâce aux récoltes de contre-saison qui a commencé février fin, les ménages pauvres ont accès au sorgho et au maïs et les ventes et travail de récolte améliorent leur revenue at l'accès aux achats alimentaires. Les ménages pauvres du Logone et Chari, du Mayo Sava et du Mayo Tsanaga consomment et vendent leurs récoltes de contre-saison. Cependant, en raison des faibles récoltes et les revenus bas, l'accès aux autres besoins alimentaires et non alimentaires reste limiter, maintenant les résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) pour tous les départements touchés par l'insurrection. La prévalence de la malnutrition aiguë reste stable avec un MAG proche de 5,9 % enregistrée en février 2021.

Dans le camp de Minawao qui accueille 68 516 réfugiés nigérians, la distribution générale de vivres est en cours et la ration actuelle fournit environ 70 pour cent des 2 100 Kcal recommandées quotidiennement par personne. Le panier alimentaire mensuel se compose de céréales, de légumineuses, de maïs, de soja (CSB), d'huile végétale et de sel. Sur les 68 680 personnes prévues, 68 572 ont reçu leur ration en décembre 2021, soit une couverture proche de 100 %. Environ 4 % des 23 085 occupants du camp âgées de 18 à 59 ans sont des travailleurs indépendants ou possèdent leur propre entreprise. Cependant, les besoins de sécurité alimentaire restent élevés pour près de 32 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays par le conflit intercommunautaire en décembre 2021, dont les 1819 rapatriés estimés dont les maisons ont été détruites. Les distributions alimentaires se poursuivent pour ces déplacés mais restent insuffisantes pour couvrir les besoins de base, et beaucoup de ceux qui ne sont pas enregistrés n'ont reçu aucune assistance au 6 janvier 2022. En plus de cela, l'aide alimentaire humanitaire continue d'être insuffisante pour environ 80 pour cent de 300 000 personnes déplacées par des groupes d'insurgés depuis septembre 2020. Onze partenaires humanitaires on fournit l'aide en espèces dans la région de l'Extrême-Nord en 2021.

Suppositions :

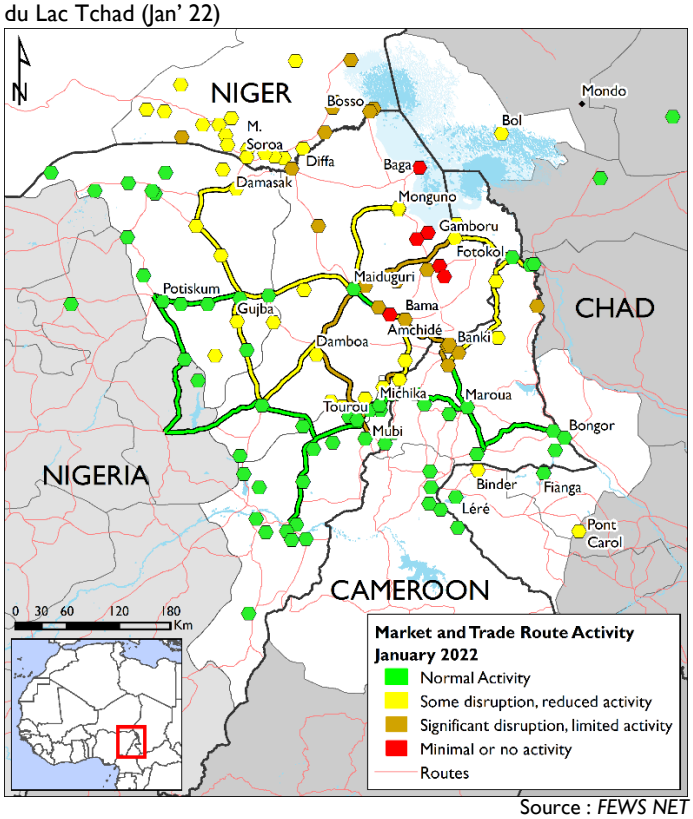
En plus des suppositions au niveau national, les résultats les plus probables pour le Logone-et-Chari, le Mayo-Tsanaga et le Mayo-Sava de Février á Septembre 2022 sont basés sur les hypothèses suivantes :

- Sur la base des occurrences des années précédentes, la probabilité que des pluies typiquement torrentielles d'août provoquent des inondations dans les divisions inondables du Logone et Chari, du Mayo Sava et du Mayo Danay reste élevée avec des dommages anticipés aux cultures, au bétail et aux biens.

- Les prix saisonniers des produits de base sur les principaux marchés devraient évoluer au-dessus du niveau moyen, mais similaire à 2021 en raison de la demande constamment élevée du Nigéria, du Tchad voisin et de la République centrafricaine. Cela est susceptible d'entraîner la réduction du pouvoir d'achat des ménages pauvres par rapport à 2020 et à la période pré-conflit. Selon les projections de FEWS NET pour le marché de référence de Mora, les prix en gros du sorgho devraient évoluer de 18 à 32 pour cent au-dessus de la moyenne de la période pré-conflit de mars à mai, mais diminueront probablement à un niveau moyen pendant les récoltes sèches, qui commencent en septembre. Il est peu probable que les récoltes de contre-saison fassent baisser les prix de manière significative dans les zones d'insurrection en raison de la production anticipée inférieure à la moyenne qui maintiendra la demande locale plus élevée que d'habitude. La demande accrue qui accompagne généralement la période du Ramadan en avril contribuera à des prix déjà élevés

- Les cultures de contre-saison en mars et avril amélioreront les revenus de la plupart des ménages pauvres de la région, mais à des niveaux généralement inférieurs pour les ménages pauvres dans les zones touchées par les insurgés où la production de contre-saison devrait être inférieure à la moyenne. En raison de la persistante des revenus agricoles faibles, certains ménages pauvres intensifieront probablement les ventes de charbon de bois/bois de chauffage, de petits ruminants, la vannerie, le colportage d'articles non alimentaires, le concassage de pierres et le creusement de sable tandis que d'autres adoptent des pratiques atypiques au cours de la période de soudure.
- Malgré les restrictions gouvernementales imposées depuis décembre 2021 dans l'Extrême-Nord sur l'exportation de céréales, la pression de la demande toujours élevée attendue des pays voisins maintiendra probablement les prix au-dessus de la moyenne. Cependant, la commercialisation transfrontalière des cultures diminuera probablement et, par conséquent, aura un impact négatif sur les revenus des ménages pauvres, bien qu'un certain degré de contrebande soit encore observable.

Figure 4. Carte de fonctionnement de flux et des marchés, Bassin du Lac Tchad (Jan' 22)



Source : *FEWS NET*

- La migration de la main-d'œuvre intérieure du nord vers le Tchad et le Nigéria pour soutenir les opérations agricoles de la saison principale entre mai et août devrait rester entravée par l'insécurité persistante et la pandémie de COVID-19 et les restrictions connexes.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

En raison d'une baisse de production plus importante par rapport à la division Mayo Tsanaga au cours de la dernière saison, des écarts de consommation alimentaire plus importants et/ou une adaptation non durable devrait apparaître plus tôt en mars pour les ménages pauvres du Mayo Sava et du Logone et Chari. De mars à septembre, la plupart de ces ménages pauvres seront probablement incapables d'acheter suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins de base en raison de la forte dépendance au marché dans un contexte de faible pouvoir d'achat et d'augmentation des prix des produits de base. Un pouvoir d'achat atypiquement réduit incitera beaucoup plus de ménages à adopter des stratégies d'adaptation plus sévères pour combler les écarts de revenus pendant la période de soudure (mendicité et l'emprunt), qui sont révélateurs d'une Crise (Phase 3 de l'IPC).

Dans le Mayo Tsanaga, où la baisse de la production a été relativement plus faible en raison de l'absence de périodes sèches prolongées, de la présence d'importants bassins de production et d'attaques d'insurgés relativement moins nombreuses, les ménages pauvres pourra satisfaire leurs besoins alimentaires avec la contre-saison récolte. Dans le même temps, les revenus provenant des ventes de récoltes soutiendront leur achat alimentaire, ce qui maintiendra les résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) jusqu'en mai. Cependant, les résultats de la Crise (Phase 3 de l'IPC) devraient apparaître
au début de la période de soudure et persister jusqu'en septembre.

Evènements qui pourraient changer le scenario

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Evénements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Extrême Nord	Augmentation de la couverture humanitaire des déplacés internes et des réfugiés nigérians hors site	Amélioration de la consommation alimentaire et des moyens d'existence des personnes déplacées et des ménages d'accueil dans le Mayo Sava, le Mayo Tsanaga et le Logone et Chari grâce à un accès accru à l'aliment, revenue et au soutien des moyens de subsistance.
	Diminution des activités des insurgés dans le Logone-et-Chari, le Mayo-Tsanaga et le Mayo-Sava	Un retour probable des PDI dans leurs villages d'origine dans l'Extrême-Nord avec des conséquences positives sur l'accès à la nourriture et les revenus des ménages pauvres

FEWS NET : Perspectives de la sécurité alimentaire au Cameroun : La hausse atypique des prix de base limitera l'accès à la nourriture des ménages pauvres pendant la période de soudure, février 2022

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS
Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus cliquez ici.